

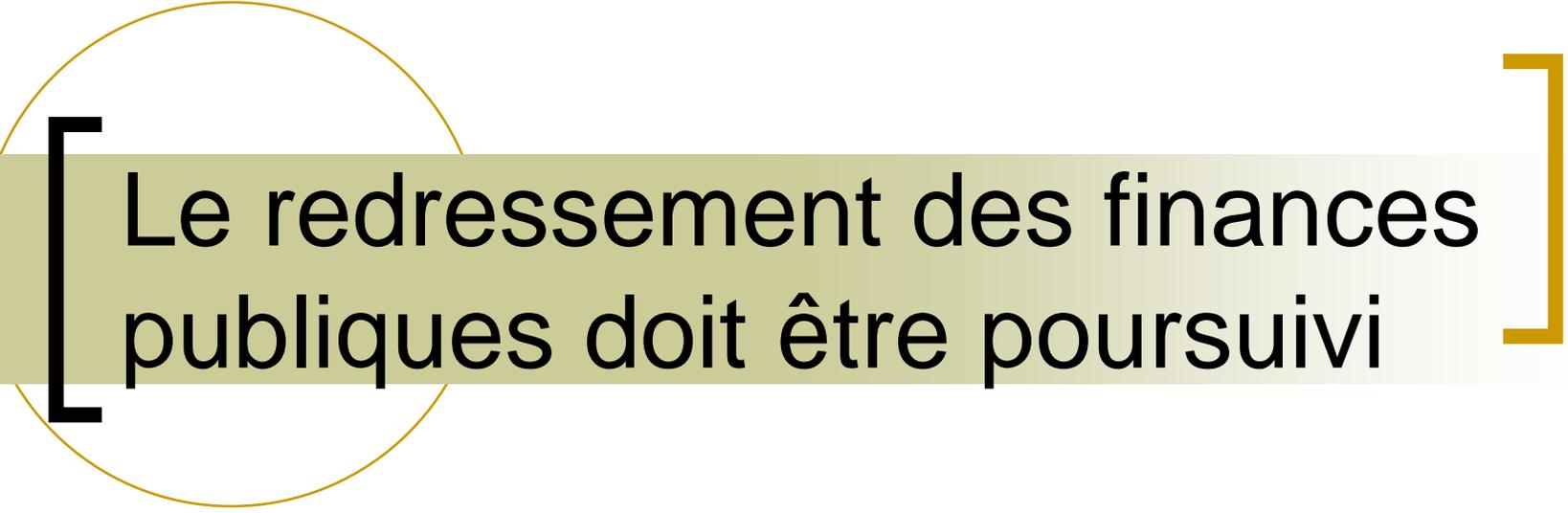


Présentation du rapport du Conseil d'orientation des finances publiques

Gilles Carrez

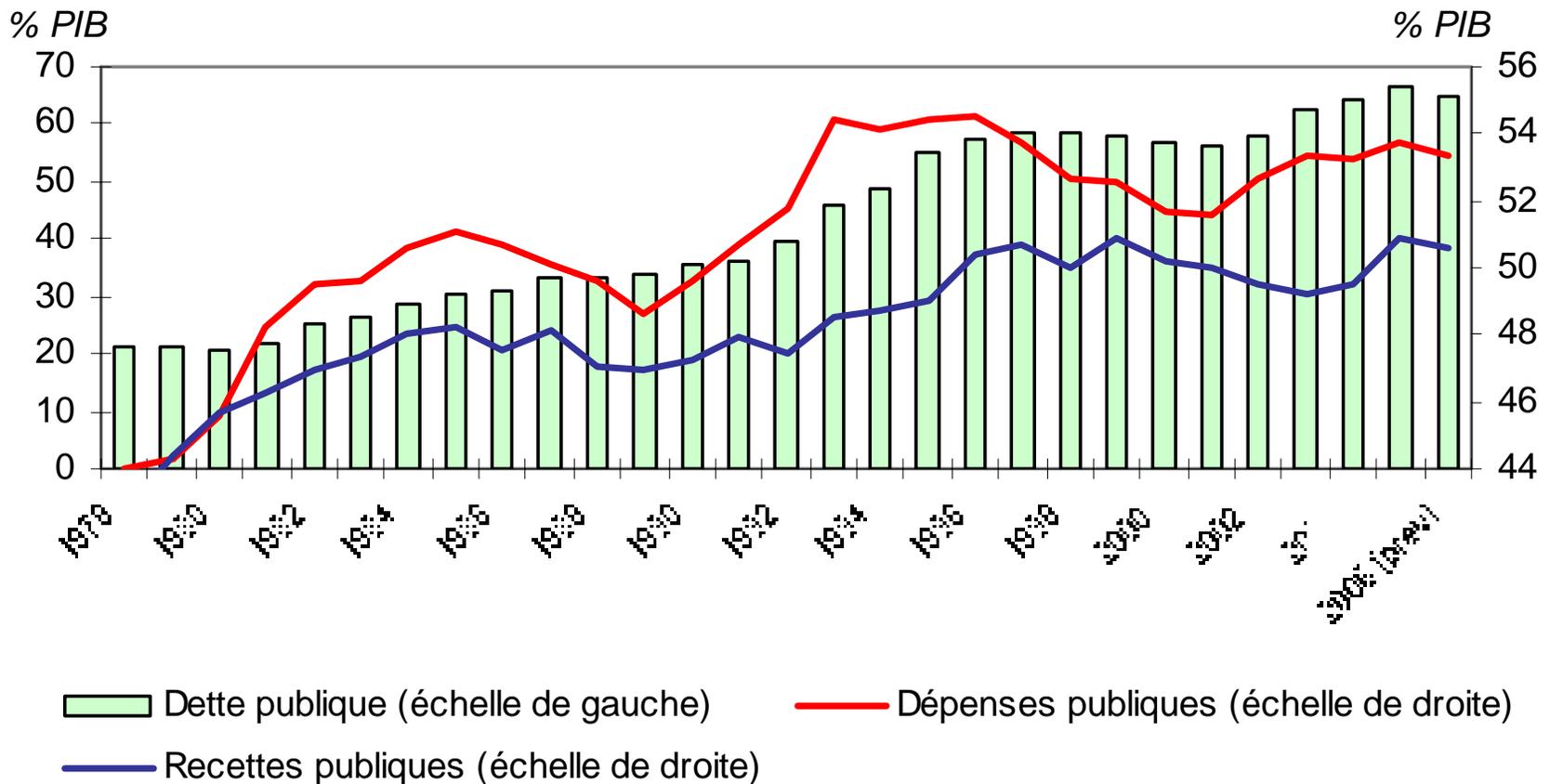
[Sommaire]

- Le redressement des finances publiques doit être poursuivi
- Anticiper pour assurer l'équité intergénérationnelle
- Un code de déontologie budgétaire



Le redressement des finances
publiques doit être poursuivi

Un constat consensuel



Des améliorations depuis 2004

	2003	2004	2005	2006 (prev.)
Déficit public (en points de PIB)	-4,2%	-3,7%	-2,9%	-2,7%

- Décrue de la dette en 2006
- Affectation des surplus de recettes au désendettement en 2006
- Abrogation de la procédure pour déficit public excessif à notre encontre

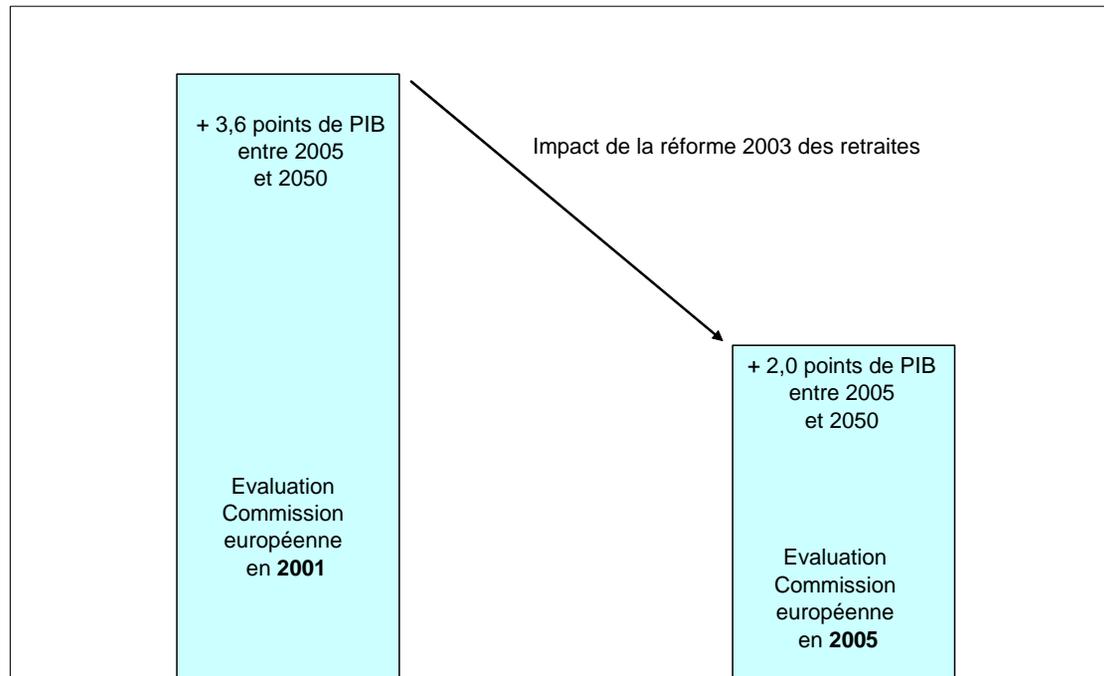
	2003	2004	2005	2006
Déficit budgétaire (en Md€)	-56,9	-43,9	-43,5	-36,2

- Solde primaire excédentaire
- Retour au solde stabilisant la dette de l'Etat en part de PIB



Des réformes structurelles ont déjà réduit notre besoin de financement de long terme

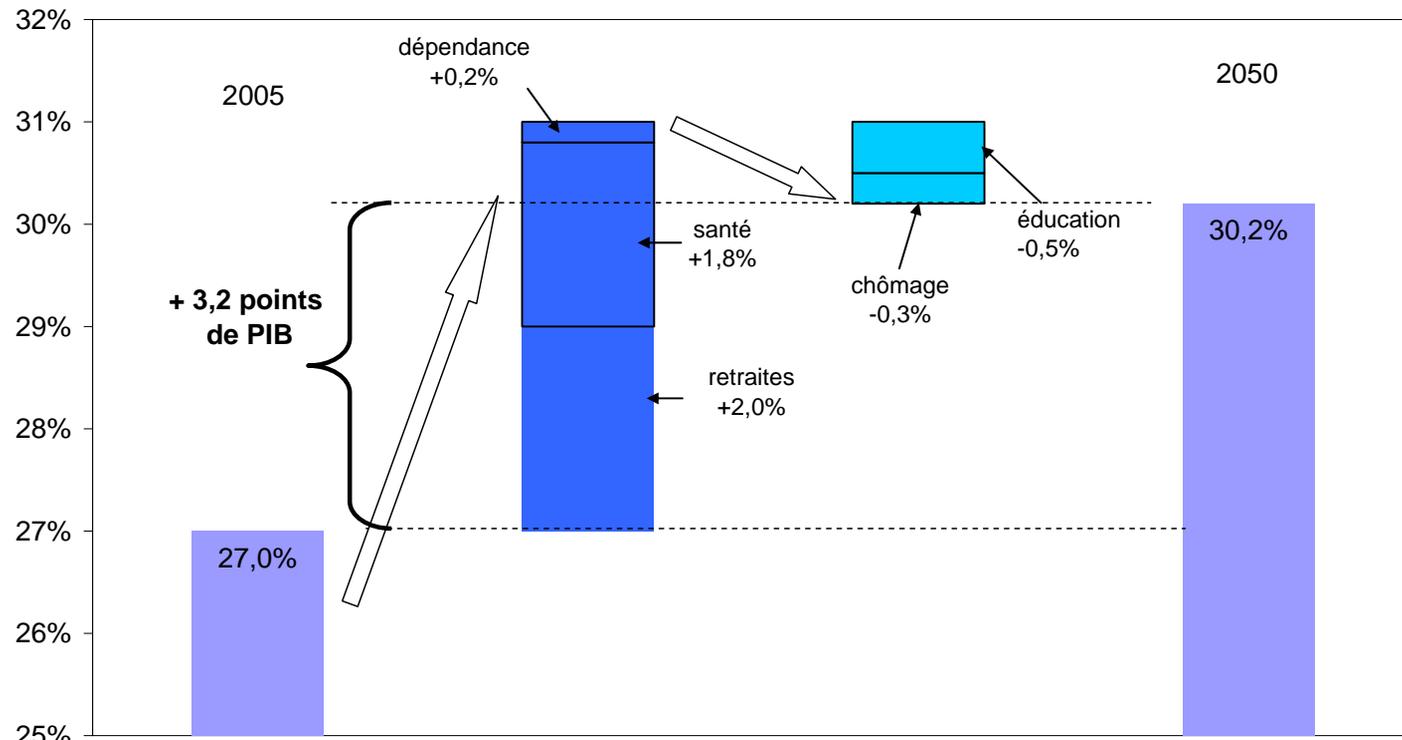
- D'après les chiffrages de la Commission européenne, les dépenses de retraite d'ici à 2050 ont diminué de 1,6 point de PIB après la réforme des retraites de 2003.

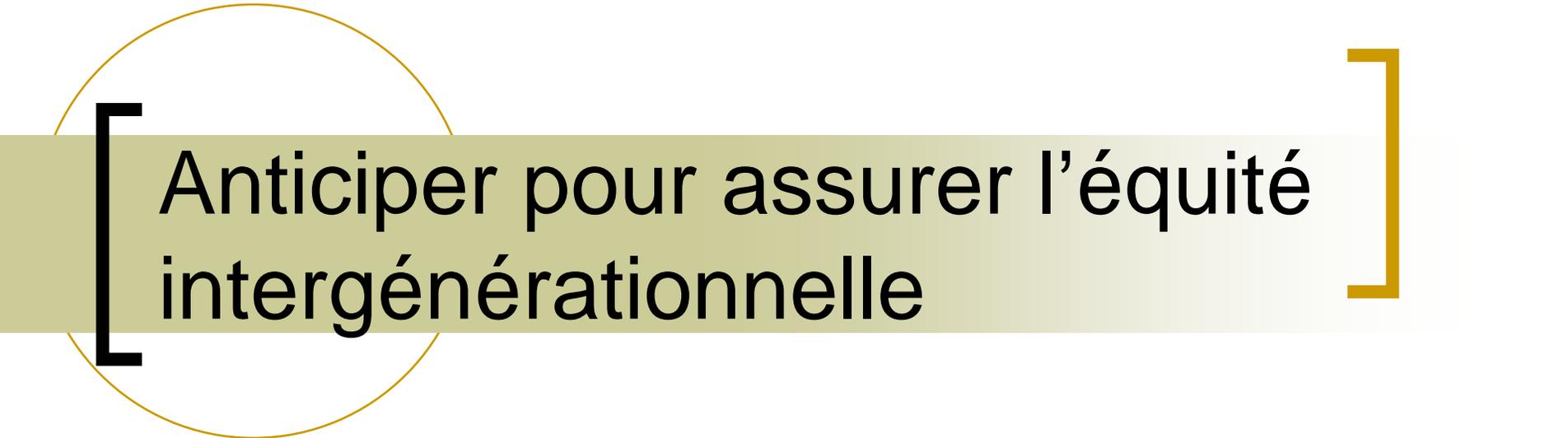


Sortir de la procédure pour déficit public excessif ne suffit pas

- Avec 3% de déficit et la croissance potentielle actuelle, la dette continue d'augmenter.
- L'enjeu du vieillissement pèsera sur nos finances publiques :

En points de PIB





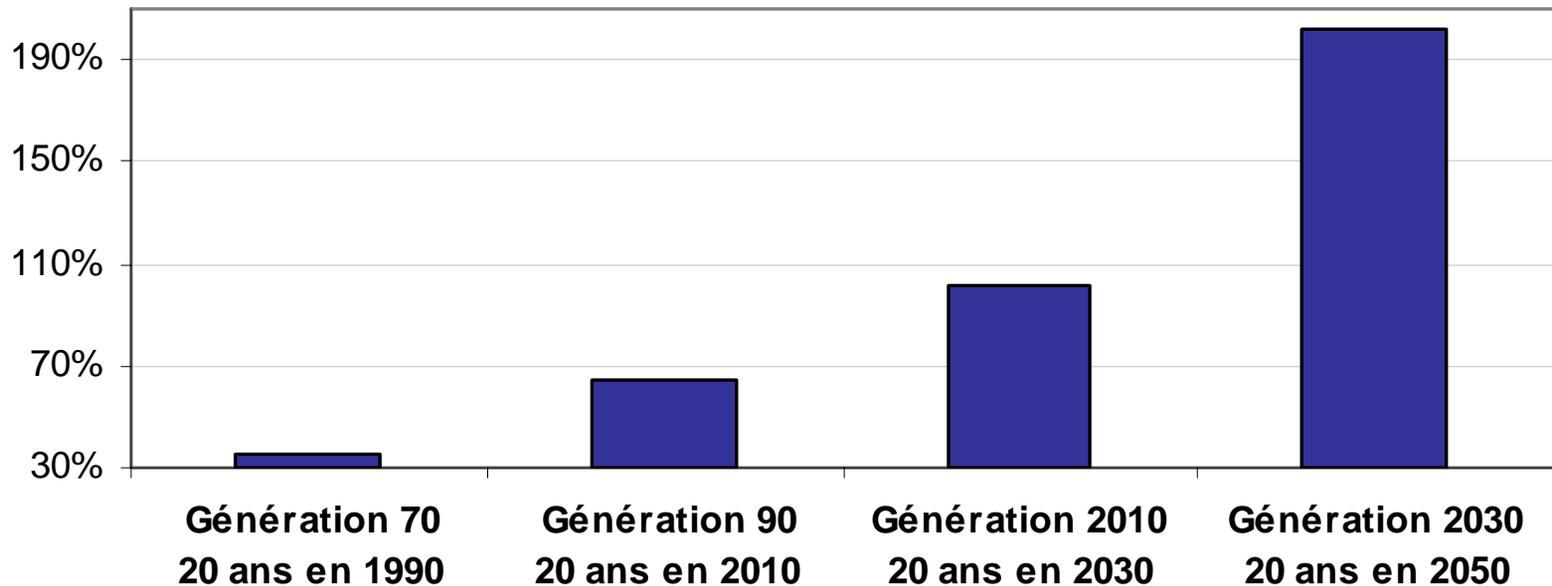
Anticiper pour assurer l'équité
intergénérationnelle

Le fil de l'eau serait inéquitable (1)

- Si on voulait financer les dépenses supplémentaires par endettement :

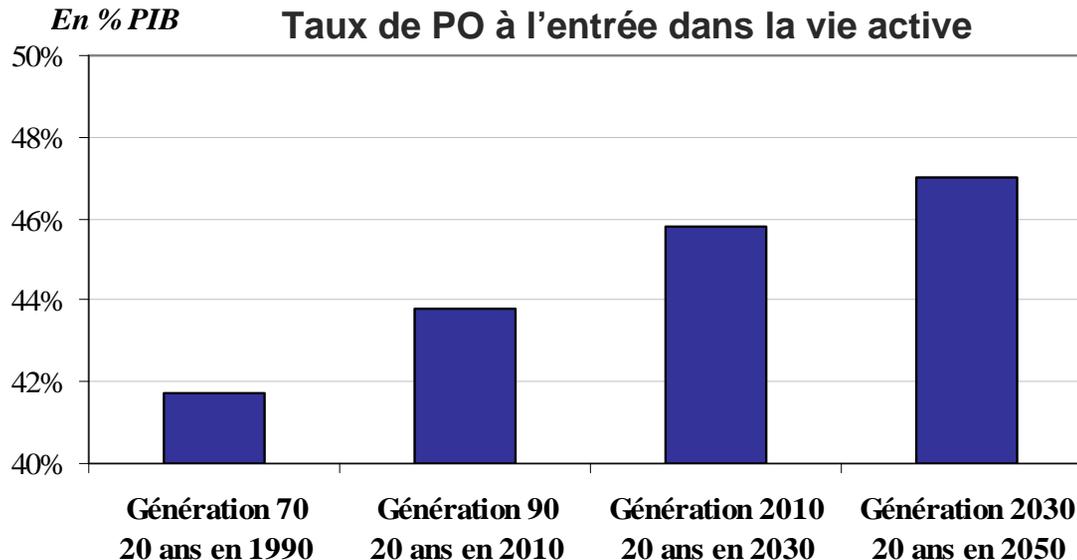
Dette à l'entrée dans la vie active pour différentes générations si rien n'est fait

En % PIB



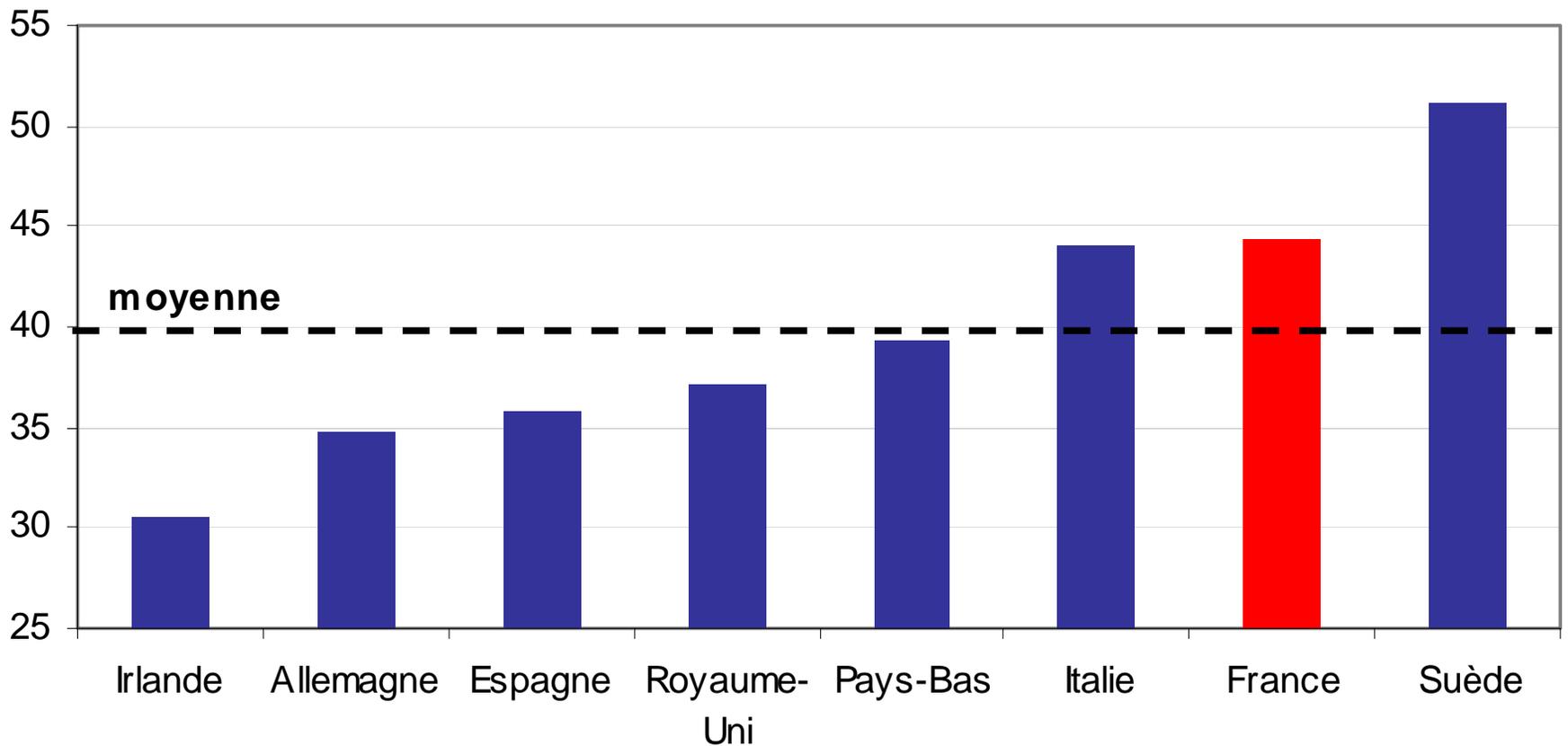
Le fil de l'eau serait inéquitable (2)

- Si on voulait simplement ajuster par une nouvelle augmentation du taux de prélèvements obligatoires:



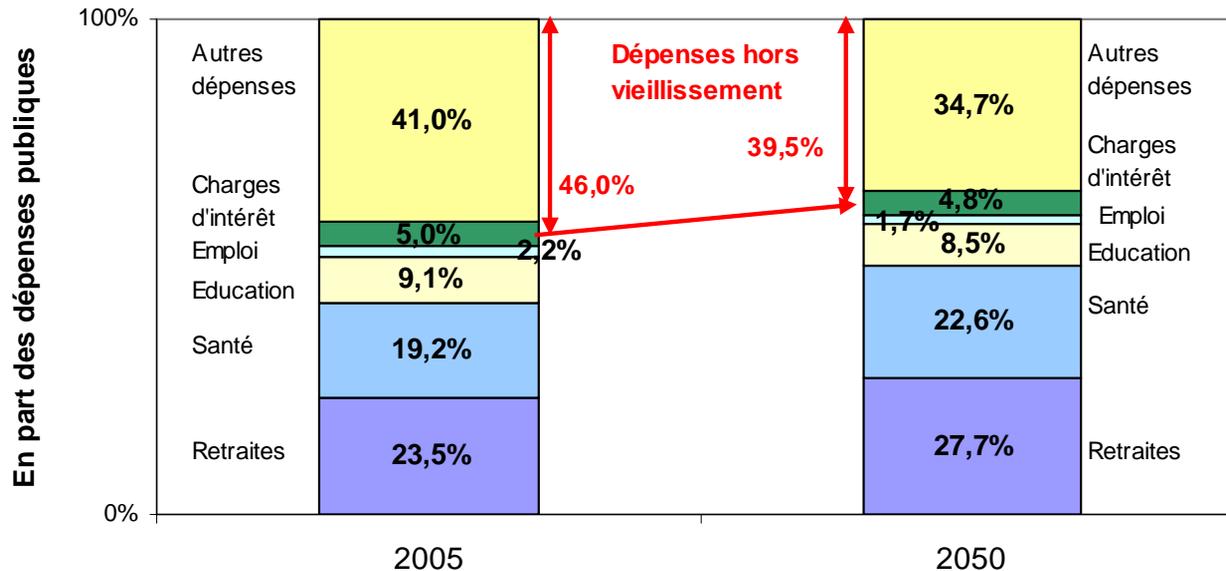
⇒ Rapport du CERC, présidé par Jacques Delors, La France en transition : l'augmentation de la part socialisée du revenu « contribue au sentiment, exprimé dans les enquêtes auprès des ménages, d'une trop faible progression (voire d'une baisse) du revenu ».

Alors même que notre taux de prélèvements obligatoires est déjà élevé



Le fil de l'eau serait inéquitable (3)

- Si on ne fonctionnait que par coupes budgétaires improvisées :

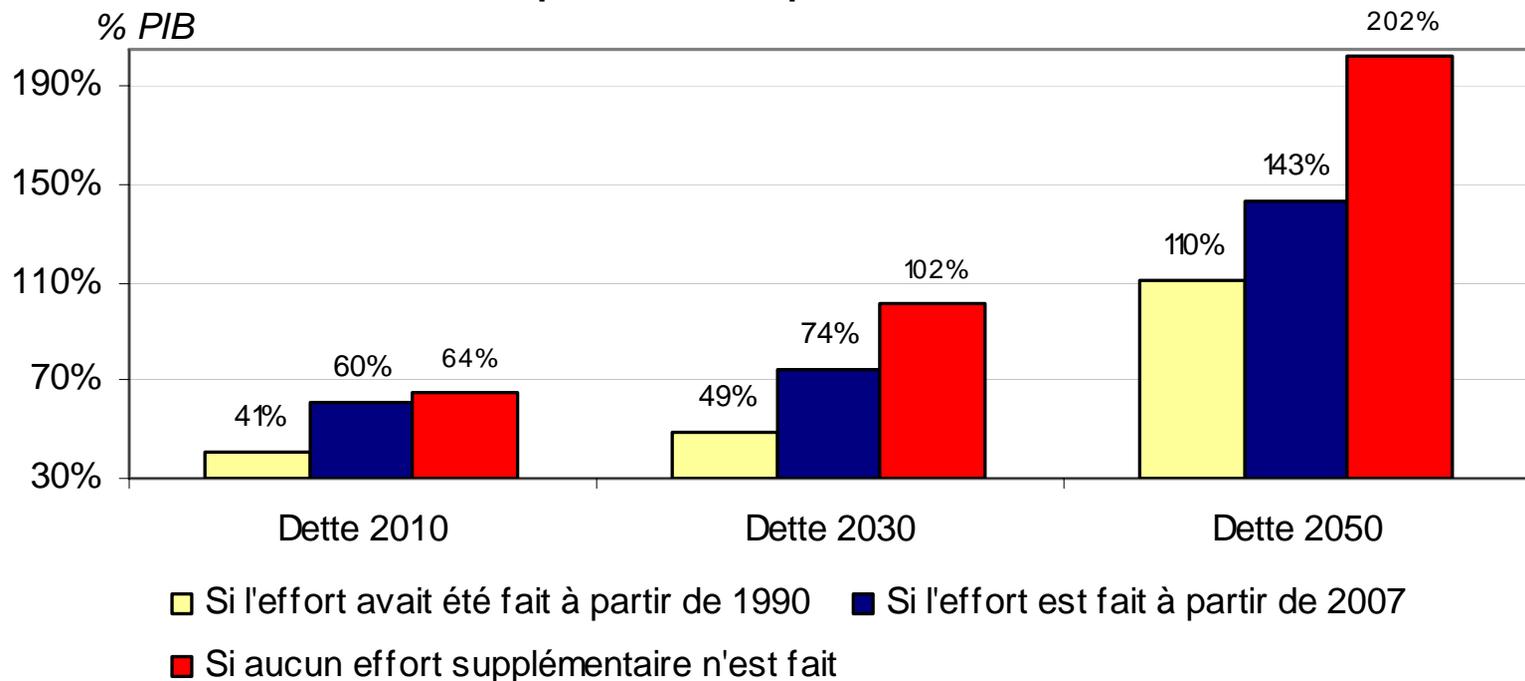


=> 6% de réduction des autres dépenses représente l'équivalent actuel des missions Défense + Solidarité et intégration + Enseignement supérieur et Recherche

Le fil de l'eau serait inéquitable (4)

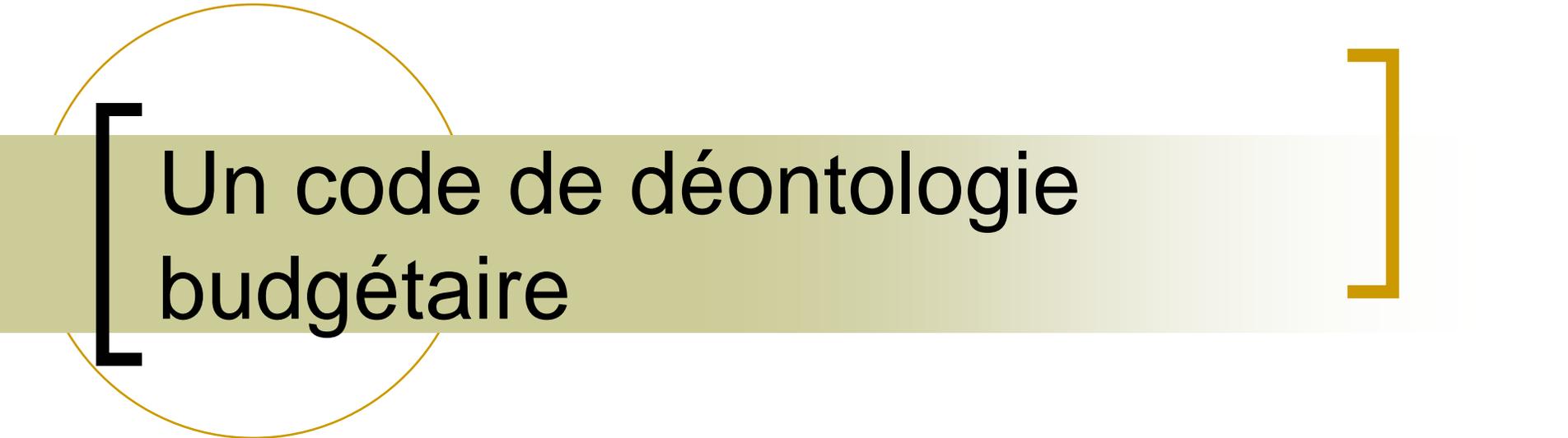
- Si on reportait les ajustements budgétaires, au prix d'un coût exponentiel.

Dettes publiques (en points de PIB) dans le cas d'un effort budgétaire pérenne de 1 point de PIB



Une stratégie de finances publiques, prenant en compte l'équité intergénérationnelle

- Poursuivre les **réformes structurelles (retraites, emploi)** en suivant leur impact sur notre soutenabilité de long terme
- Se fixer dès maintenant des **objectifs de finances publiques** compatibles avec le défi du vieillissement :
 - Se fixer à l'horizon du moyen terme des objectifs de solde systématiquement inférieurs au solde stabilisant la dette
 - Mettre en place une stratégie planifiée de maîtrise de la dépense publique, afin qu'elle évolue moins vite que le PIB
- Mettre en place des **règles de gouvernance** afin de sécuriser l'atteinte de ces objectifs



Un code de déontologie
budgétaire

Les principes d'un code de déontologie budgétaire

Pour que nos budgets et nos comptes traduisent fidèlement la situation de la France, rechercher :

- une budgétisation **prudente**
- la **transparence** des finances publiques

Pour que nos enfants ne soient pas les victimes de l'imprévoyance de leurs parents:

- ne pas transférer sur les générations futures **une dette non justifiée**
- profiter des **périodes de bonne conjoncture** pour assainir nos finances publiques

A cette fin :

- **réformer** pour plus d'équité et préparer l'avenir
- rechercher l'**efficience** de la dépense publique
- **mieux piloter** la **dépense** publique
- avoir une vision plus globale et pluriannuelle des finances publiques pour **mieux orienter les choix budgétaires**

Rechercher une budgétisation prudente

- Eviter les mauvaises surprises
- Ne pas préempter les marges de manoeuvre budgétaires

Ce qui a été fait

- Hypothèses de croissance du scénario bas du Pstab= croissance potentielle
- Hypothèses de recettes prudentes en LFI depuis 2004

Propositions

- Evaluations préalables indispensables
- Construire systématiquement les budgets sur des hypothèses de recettes prudentes

Rechercher la transparence des finances publiques

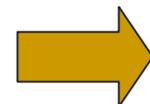
- Un devoir par rapport au citoyen
- Une plus grande responsabilisation des acteurs publics

Ce qui a été fait

- Amélioration des documents budgétaires (LOLF + LOLFSS)
- Meilleure information au Parlement (DOB/DOBSS, rapport PO, information sur les mouvements réglementaires)
- Simplification des concours financiers de l'Etat aux collectivités locales

Propositions

- Accroître la transparence dans les relations **Etat-sécurité sociale**
- Accroître la transparence dans les relations **Etat-collectivités locales**



Clarifier les relations entre l'Etat et la sécurité sociale

Constat

- Des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale :
 - importantes compte tenu de l'ampleur des masses financières gérées;
 - objet de débats et critiques malgré les progrès accomplis (affectation de recettes propres, nouvelles annexes aux PLF et PLFSS).

Contexte

- Une simplification est nécessaire compte tenu de la situation actuelle :
 - partage de recettes, dotations budgétaires multiples du budget de l'Etat,
 - déficits cumulés et équilibre financier des fonds de financement.
- L'état de ces relations n'assure pas la responsabilisation des acteurs:
 - des concurrences contre productives ;
 - des dettes récurrentes.

Propositions

- Réduire les **cofinancements**, les **partages de ressources** et les **financements croisés**;
- **Rationaliser les prélèvements** affectés à chacun des acteurs;
- Instituer un **monopole des LFSS** pour les mesures relatives aux recettes propres de la sécurité sociale et aux exonérations de cotisations sociales;
- Traiter la question des **dettes Etat-sécurité sociale**

⇒ Une mission d'inspection IGF-IGAS a été lancée sur le sujet

Clarifier les relations entre l'Etat et les collectivités locales

- **Davantage de responsabilités aux collectivités locales :**
 - Élargir les marges d'initiatives et d'action des collectivités locales (fixation des rémunérations dans la FPT, domaines transférés)
 - Evaluation préalable contradictoire des décisions pouvant impacter les finances des collectivités locales
 - Renforcer la péréquation financière;
 - Rénover la fiscalité locale (cf. rapports du CES et de P. Richard). Par exemple :
 - Réfléchir à la suppression des dégrèvements et exonérations obligatoires;
 - Travailler à la spécialisation des impôts
- **Rendre compatible le rythme d'évolution des dotations de l'Etat avec ses propres dépenses**

Ne pas transférer sur les générations futures une dette non justifiée

- Un devoir de responsabilité vis-à-vis des générations futures

Ce qui a été fait

- Décrue de la dette en part de PIB en 2006
- Engagement national de désendettement

Propositions

- **Se fixer des objectifs de solde résolument ambitieux** prenant en compte les futures dépenses liées au vieillissement
- Mettre en place une **règle d'or** : Prohiber l'endettement pour financer des dépenses courantes
- **Equilibrer** dès que possible **la sécurité sociale et édicter une obligation d'équilibre structurel**

Profiter des périodes de bonne conjoncture pour assainir nos finances publiques

- Stabilisation macroéconomique
- Tirer les fruits de la croissance pour accélérer l'assainissement

Ce qui a été fait

- Règle d'affectation des surplus (article 34 de la LOLF)
- Affectation de l'intégralité des surplus de recettes de l'Etat au désendettement en 2006 (plus de 10 Md€)

Propositions

- Mettre en place un **fonds de stabilisation conjoncturelle** sur les différentes branches de la **sécurité sociale**, une fois l'équilibre atteint

Réformer pour plus d'équité et préparer l'avenir

- Réformer sur la base d'une concertation approfondie
- Partager l'ensemble de l'information entre l'ensemble des parties prenantes

Ce qui a été fait

- Création du Conseil d'Orientation des Retraites (COR)
- Création du Haut Conseil pour l'Avenir de l'Assurance Maladie (HCAM)
- Création du Conseil d'Orientation pour l'Emploi (COE)
- Création du Conseil d'Orientation des Finances Publiques

Propositions

- Aborder de façon prospective et collégiale les grands enjeux ayant un impact sur la soutenabilité à long terme de nos finances publiques:
 - Travail / emploi
 - Retraites
 - Croissance
 - Assurance maladie

Rechercher l'efficacité de la dépense publique

- Accroître l'efficacité de la dépense publique constitue une nécessité d'une bonne utilisation de l'argent du contribuable

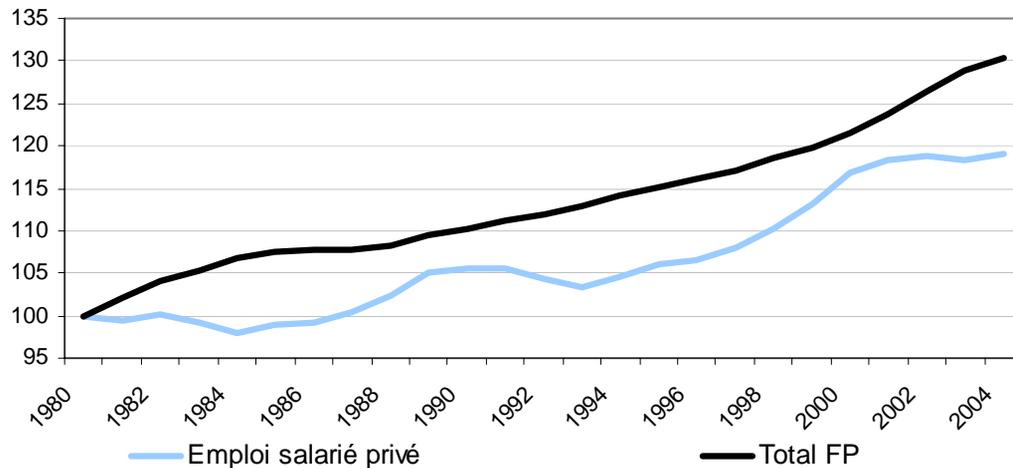
Ce qui a été fait

- Mesure de la performance dans le cadre de la LOLF et de la LOLFSS
- Audits de modernisation

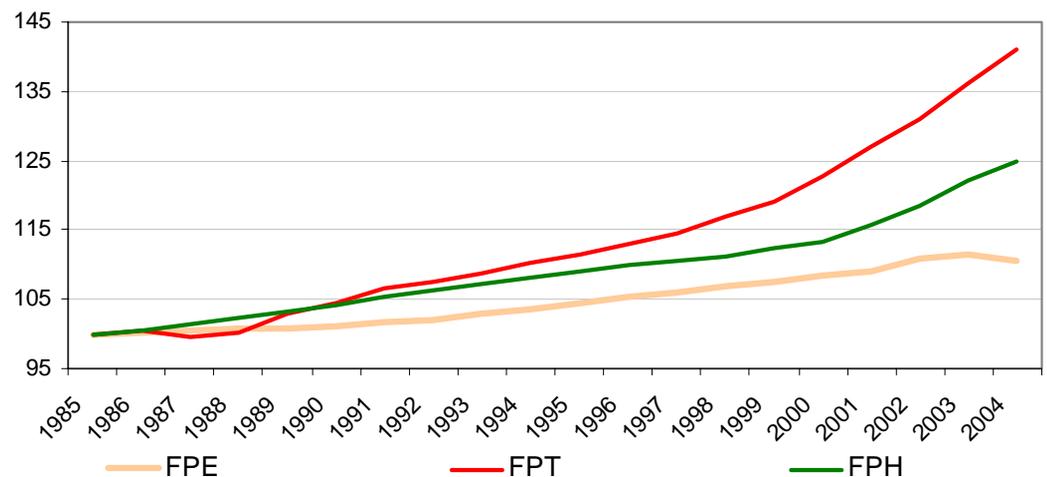
Propositions

- Conduire **une revue des programmes**, permettant de questionner en profondeur le bien-fondé de l'ensemble des dépenses de l'Etat et de la sécurité sociale
- Améliorer la **mesure de la rentabilité des investissements**
- **Sur la dépense locale** : mettre en place des référentiels de coûts standards permettant de comparer les performances des collectivités locales

Après une période de très forte croissance de l'emploi public...



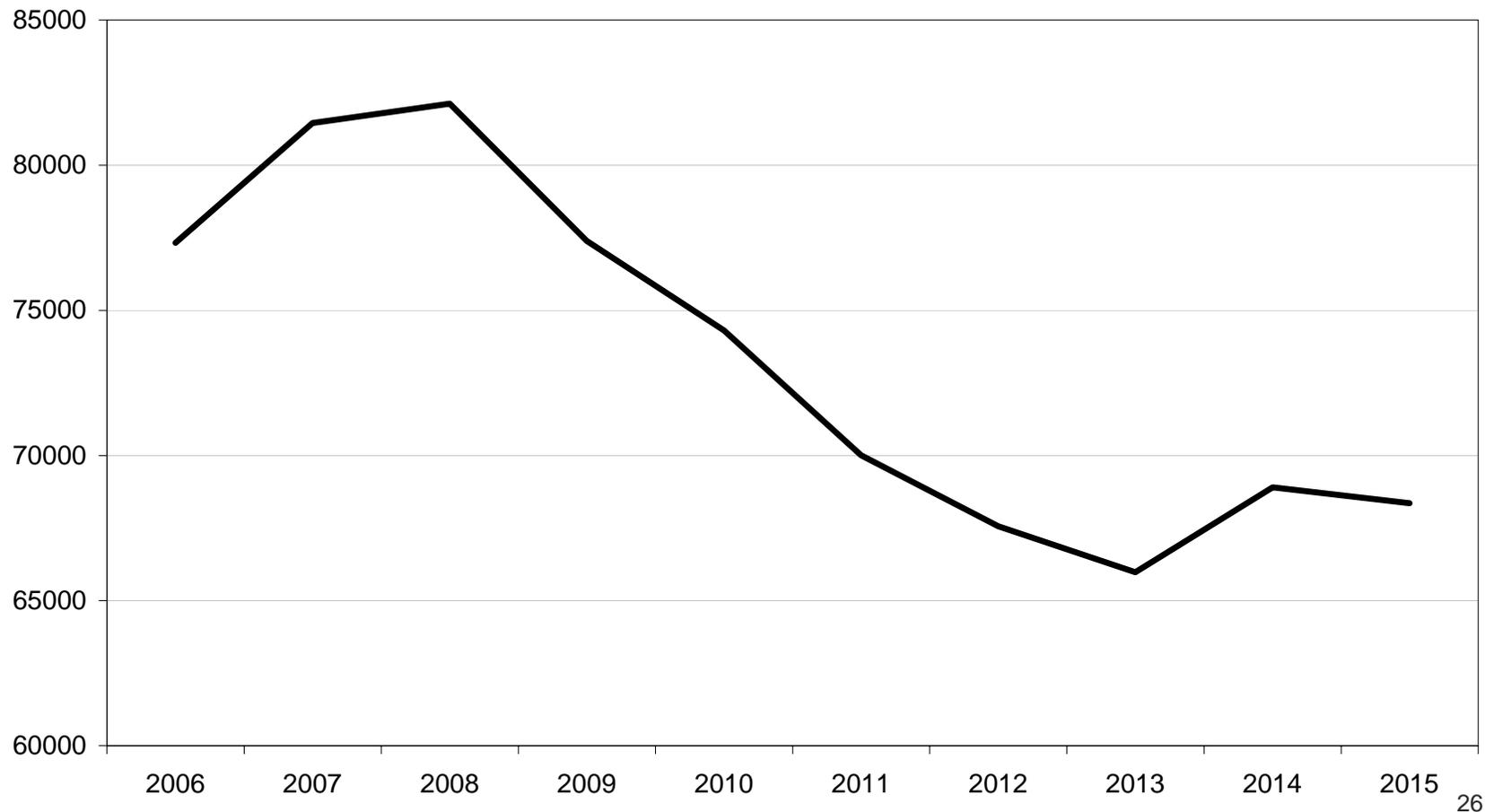
- Depuis 1980, les effectifs des fonctions publiques ont crû 1,6 fois plus vite que l'emploi privé.



... les nombreux départs à la retraite

offrent une opportunité pour moderniser les services publics

Départs prévisibles à la retraite dans la fonction publique d'Etat



Mieux piloter la dépense publique

- Avoir une vision plus globale des finances publiques en prenant également en compte les opérations budgétaires pouvant s'apparenter à de la dépense

Ce qui a été fait

- Norme de dépenses sur l'Etat
- Respect de l'ONDAM en 2005

Propositions

- **Elargir la norme de dépense** ⇒ une prise en compte plus globale des opérations budgétaires pouvant être assimilées à de la dépense
- **Réduire et mieux encadrer la création de dépenses fiscales et de niches sociales**
 - Évaluation de l'existant
 - Création : évaluation préalable + gage
 - Pour les dépenses fiscales : limiter leur création aux seules lois de finances
- **Améliorer le suivi de la dépense de la branche famille**

Avoir une vision plus globale et pluriannuelle des finances publiques pour mieux orienter les choix budgétaires

- Développer le pilotage des finances publiques dans le sens de la largeur (périmètre) et de la profondeur (pluriannualité)

Ce qui a été fait

- Projections pluriannuelles des PLF et PLFSS
- Elargissement du débat d'orientation budgétaire au champ de la sécurité sociale
- Création de la Conférence nationale et du Conseil d'orientation des finances publiques

Propositions

- Développer la **pluriannualité** ⇒ mission IGF
- Améliorer la **cohérence entre PLF et PLFSS** ⇒ mission IGF/IGAS

Les principes d'un code de déontologie budgétaire

Pour que nos budgets et nos comptes traduisent fidèlement la situation de la France, rechercher :

- une budgétisation **prudente**
- la **transparence** des finances publiques

Pour que nos enfants ne soient pas les victimes de l'imprévoyance de leurs parents:

- ne pas transférer sur les générations futures **une dette non justifiée**
- profiter des **périodes de bonne conjoncture** pour assainir nos finances publiques

A cette fin :

- **réformer** pour plus d'équité et préparer l'avenir
- rechercher l'**efficience** de la dépense publique
- **mieux piloter** la **dépense** publique
- avoir une vision plus globale et pluriannuelle des finances publiques pour **mieux orienter les choix budgétaires**

Les dix commandements de la responsabilité budgétaire

Pour que nos budgets et nos comptes traduisent fidèlement la situation de la France :

- *Prudent dans ta budgétisation tu seras.*
- *La transparence de tes finances publiques tu rechercheras.*

Pour que nos enfants ne soient pas les victimes de l'imprévoyance de leurs parents :

- *Sur les générations futures, une dette non justifiée tu ne transfèreras point.*
- *En période de bonne conjoncture, fourmi tu seras.*

A cette fin :

- *Avant de prendre une décision qui engage l'argent des français, toutes ses conséquences tu évalueras.*
- *La dépense de toutes les administrations publiques tu considèreras.*
- *La pertinence de la dépense sans cesse tu questionneras.*
- *L'argent du contribuable de façon efficiente tu dépenseras.*
- *Des allègements d'impôts financés par la dette tu éviteras.*
- *Des réformes préparant l'avenir tu entreprendras.*